

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions du Loir et Cher

49 bis rue Laplace

41000 BLOIS

Tél : 02 54 74 98 80

Fax : 02 54 74 08 09

E-mail : drirc.gs41@industrie.gouv.fr

Internet : www.gouv.fr/drirc.gouv.fr

Directeur par intérim

Géloc : RAPAUTO

Réf : 2008/443-PR

Vérifié par :

Affaire suivie par :

Mél : industrie.gouv.fr

ME\ENVIRONNEMENT\Général de logistique lot 2A\Rapport\Rapport
CODERST GENERALE LOG LOT 2A.doc

Blois, le 30 juin 2008



Société GENERALE DE LOGISTIQUE
LOT 2 A à MER

Demande d'autorisation d'exploiter

Rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

à

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher

Par demande du 23 août 2007, complétée le 5 novembre 2007, Monsieur Directeur
administratif et financier de la société GENERALE DE LOGISTIQUE, a sollicité de Monsieur le Préfet de Loir-et-
Cher, l'autorisation d'exploiter un entrepôt de matières plastiques, polymères et produits combustibles, dit LOT 2A,
sur le territoire de la commune de MER.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une
étude de dangers, a été déposé et reconnu formellement complet par le service d'inspection le 15 novembre 2007.

I. OBJET DE LA DEMANDE

I.1. Nature et volume des activités

Les activités de la société GENERALE DE LOGISTIQUE LOT 2A relèvent de plusieurs rubriques de la
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Leur classement présenté dans le
dossier est résumé dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité	RA(*) (km)
1510.1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t en entrepôt couvert, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50000 m ³ .	A	Volume de l'entrepôt égal à 572000 m ³ pour un tonnage maximal de matières combustibles stockées de 72000 tonnes.	1
2662.a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 42000 m ³ .	2

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité	RA(*) (km)
2663.1.a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse unitaire totale est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc..., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 2000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 83000 m ³ .	2
2663.2.a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse unitaire totale est composée de polymères, dans tous les autres cas, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10000 m ³ .	A	Le volume maximal stocké étant de 83000 m ³ .	2
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	Deux ateliers de charge d'accumulateur implantés dans des locaux distincts. Puissance maximale de courant continu de 500 kW.	/
2910.A.2	Installations de combustion, la puissance thermique maximale installée étant supérieure à 2MW mais inférieure à 20 MW.	DC	Deux chaudières fonctionnant au gaz naturel de puissance 1600 kW et 1400 kW implantées dans des chaufferies distinctes.	/

A autorisation

D déclaration

C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement

Les activités de la société GENERALE DE LOGISTIQUE LOT 2A relèvent, pour mémoire, de la nomenclature au titre de la loi sur l'eau pour la rubrique suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité	RA(*) (km)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha.	A	Eaux pluviales issues d'un terrain aménagé d'environ 15,58 ha, implanté dans un bassin versant de 38 ha.	/

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

1.2.A. Activité et historique

La société GENERALE IMMOBILIERE LOGISTIQUE, de nom commercial GENERALE DE LOGISTIQUE, est une SARL au capital de 563 300 €. Son siège social est basé à Saint Pierre Chandieu (69). Elle comprend un autre établissement de logistique en ZI des Mardeau à MER.

L'activité peut être décrite comme l'enchaînement des opérations de réception, stockage et déstockage et expédition de marchandises pour des clients industriels ou de la grande distribution dans un entrepôt susceptible d'accueillir un maximum d'environ 140 000 palettes de marchandises au sein d'une base logistique de 4 lots (lot 2A, B1, B2 et B3) réalisée par le même aménageur, GENERALE DE LOGISTIQUE. Seul le LOT 2A fait l'objet du présent rapport.

Le site de Mer emploiera 100 personnes pour l'exploitation et 15 personnes pour la gestion administrative. Il fonctionnera sans interruption de 5h à 22 h du lundi au vendredi avec un fonctionnement possible le samedi.

I.2.B. Implantation

Les installations faisant l'objet du présent rapport seront situées dans la ZAC des portes de Chambord sur le territoire de la commune de MER.

Le site occupera une superficie de 15,5 hectares sur lequel l'emprise du bâtiment représentera 60080 m² dont :

- 57200 m² de surface d'entreposage en 11 cellules
- 1150 m² de locaux techniques (TGBT, chaufferie, transformateur, local sprinkler, locaux de charge)
- 1730 m² de bureaux et locaux sociaux répartis sur 2 niveaux.

Le bâtiment sera recoupé en deux unités d'exploitation, séparées par un mur coupe-feu 4 heures. Un bâtiment A1 de 6 cellules soit 31110 m² environ et un bâtiment A2 de 5 cellules, soit 25920 m² environ.

Le site sera desservi par route et par fer. La surface du quai atteindra environ 2300 m².

Le terrain occupera les parcelles cadastrées n° 9, 10, 11, 12, 13, 55, 42, 46 section YX et 369, 370 section ZK.

Les coordonnées LAMBERT du site, zone II étendue sont : x=538.340 km et y=2 302.809 km.

II. PROCEDURE D'INSTRUCTION

II.1. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2007-352.13 du 18 décembre 2007. Elle s'est tenue en mairie de MER entre le 14 janvier 2008 et le 15 février 2008 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de MER, AVARAY, COURBOUZON et de SENIS.

Une observation a été portée sur le registre d'enquête par un riverain.

Monsieur Anquetin, habitant la commune de COURBOUZON, trouve contradictoire et s'inquiète de la mention "combustible non inflammable".

II.1.A. Réponse apportée par le pétitionnaire

L'exploitant a produit le mémoire de réponse à l'observation portée sur le registre d'enquête publique, le 5 mars 2008.

La réponse est la suivante :

La mention "combustible non inflammable" qui n'est d'ailleurs pas reprise dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, est une erreur. Il faut remplacer le terme "non inflammable" par "non explosif".

Le commissaire enquêteur note que l'erreur citée par l'exploitant n'est pas imputable à l'administration, comme le laissait sous entendre l'exploitant, puisque la mention "combustible non inflammable" est bien reprise dans la demande écrite de l'exploitant en date 27 août et 5 novembre 2007.

II.1.B. Avis du commissaire enquêteur

Le 18 mars 2008, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

II.2. Avis des communes concernées

II.2.A. Avis du conseil municipal de la commune de MER

Le conseil municipal de la commune de MER n' a pas émis d'avis à ce jour.

II.2.B. Avis du conseil municipal de la commune de AVARAY

Le conseil municipal de la commune de AVARAY n' a pas émis d'avis à ce jour.

II.2.C. Avis du conseil municipal de la commune de COURBOUZON

Le conseil municipal de la commune de COURBOUZON a émis un avis favorable en date du 18 février 2008.

II.2.D. Avis du conseil municipal de la commune de SENIS

Le conseil municipal de la commune de SENIS n' a pas émis d'avis à ce jour.

II.3. Avis des services consultés lors de l'enquête administrative

II.3.A. S.D.I.S.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis favorable sous réserve de respecter les observations suivantes :

Défense incendie

Afin d'assurer la défense contre l'incendie, il y a lieu :

1. Disposer d'un potentiel hydraulique de 300 m³/h. Ce débit devra être réparti sur plusieurs hydrants afin de pouvoir assurer une bonne répartition des moyens de secours. Ces hydrants devront répondre aux caractéristiques suivantes :
 - être conformes à la norme française NFS 61-213
 - être piqués directement sur une canalisation d'un diamètre d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 l/mn minimum (simultanément) sous une pression dynamique de 1 bar (2000 l/mn pour les poteaux 2X100)
 - se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. L'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation
 - respecter les règles d'installation, conformément à la norme française NFS 62-200

Il serait judicieux de disposer de poteaux incendie de gros débit (2 prises de 200 mm sur une canalisation d'au moins 150 mm et assurant 120 m³/h), si le débit de la canalisation le permet.

Les poteaux d'incendie sont à implanter. En conséquence nous ne sommes pas en possession des capacités hydrauliques des hydrants prévus.

Il conviendra de disposer d'un poteau incendie à moins de 100 mètres de chaque cellule, les hydrants devront être distants entre eux de 150 mètres maximum. Le nombre d'hydrants à implanter dépend de la géométrie du bâtiment et non des besoins hydrauliques.

Le débit des poteaux d'incendie sera complété par 2 réserves incendie de 450 m³ indiquées sur le plan masse (sprinkler). Les besoins hydrauliques devraient être assurés par les deux réserves incendie de 500 m³ prévues. Il

convient néanmoins de s'assurer que le réseau surpressé sera en mesure de fournir au minimum un tiers des besoins en eau.

Il importe de s'assurer :

- que les points d'eau seront, en toutes saisons, en mesure de fournir en 2 heures le volume prévu
- que la hauteur géométrique d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 mètres
- que les points d'eau seront toujours accessibles aux engins pompe.

Il convient alors de préparer soigneusement, à proximité immédiate du plan d'eau, des aires d'aspiration stabilisées de 32 m² (8X4) par engin, permettant la mise en œuvre aisée du matériel.

Ces dispositions devront être réalisées en accord avec le service "PREVISION" de la DDSIS qui s'assurera de l'exécution des prescriptions mentionnées ci-dessus à la réception des travaux.

2. Aménager les réserves incendie prévues avec 2 demi-raccords AR de DN 100 mm (compatibles avec les raccords sapeurs-pompiers), situés à environ 0,60 m du sol et disposés de manière à alimenter 2 engins distincts.

Prévoir au droit de chacun des demi-raccords d'aspiration situés sur les réserves incendie deux aires de stationnement d'une largeur de 4 mètres et d'une longueur de 8 mètres.

Ces réserves doivent être maintenues accessibles en permanence aux engins-pompes des sapeurs pompiers, elle devra être utilisable en toutes circonstances, leur usage sera strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours.

3. Doter chacune des réserves sprinkler de deux demi-raccords de 100 mm compatibles avec les matériels des services de secours, implantés à environ 60 cm du sol.

Accès des secours

4. Garantir une voie d'accès aux véhicules des secours sur le périmètre des bâtiments comme prévu sur les plans.

Cependant, afin de permettre une utilisation efficace des moyens de secours, des élargissements (8 mètres de largeur totale) permettant le croisement des véhicules devront être aménagés au droit des murs coupe-feu et à proximité immédiate des poteaux d'incendie.

5. Retenir les caractéristiques suivantes pour les voies utilisables par les engins de secours (voie engins) réservées à ce seul usage.
 - Force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes
 - Résistance au poinçonnement : 100 KN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre pour les zones permettant la mise en station des échelles
 - Pente inférieure à 10%.

Rétention des eaux d'extinction

6. Prévoir des consignes à l'attention du personnel pour manœuvrer les systèmes d'isolement des eaux pluviales. Ce dispositif devra être accessible et manœuvrable en toutes circonstances. Il devra être signalé à l'aide d'un pictogramme.

Il convient de préciser la nature exacte des rétentions. En effet les voiries de desserte ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours ne peuvent pas être utilisées en qualité de rétention. Il est impératif que ces voies ne soient en aucun cas contaminées par les eaux d'extinction.

La profondeur de rétention sera limitée à 20 cm, à l'exception des zones spécifiques (bassins) pour lesquels la profondeur n'est pas limitée.

7. Prévoir un test trimestriel de contrôle de fonctionnement de la fermeture des vannes de rétention. (registre de vérification à prévoir)

Construction-Isolément

8. Concevoir les structures de chaque cellule de manière à ce que l'effondrement de l'une n'entraîne pas l'effondrement de l'autre.
9. Asservir la fermeture des portes coupe-feu d'isolément entre les différentes cellules, soit à des détecteurs autonomes déclencheurs, soit à l'installation de détection sensible aux fumées et aux gaz de combustion, installés de part et d'autre des blocs-portes. Ces détecteurs devront être situés en partie haute du bâtiment.

Il conviendra de signaler au sol la zone qui doit rester libre afin de ne pas créer d'obstacles à la fermeture des portes automatiques. De plus, un dispositif de protection devra être installé de manière à empêcher tout appui contre les portes.

Dégagement

10. Aménager les baies de stockage de manière à laisser libres et dégagées en toutes circonstances les portes piétonnes aménagées entre les cellules.

Désenfumage

11. Constituer les cantons de désenfumage par des écrans ayant les caractéristiques suivantes :
 - Ils doivent former une paroi en matériaux incombustibles (M0)
 - Ils peuvent être formés par des éléments de la structure du bâtiment
 - Ils doivent être stables au feu de degré 1/4 heure

Il conviendra également de s'assurer que les amenées d'air seront suffisantes pour assurer le balayage et le désenfumage des cellules.

12. Réaliser le désenfumage des escaliers de la zone de bureaux par la création d'un exutoire de fumées d'une surface de 1 m².
13. Installer et regrouper les commandes manuelles du système de désenfumage des cellules à proximité des accès principaux de l'établissement.

Implanter les commandes de désenfumage des escaliers de la zone de bureaux, au niveau d'accès des pompiers.

Afficher à proximité des commandes de désenfumage les plans des zones de désenfumage apposés à proximité des boîtiers de commandes de désenfumage.

Electricité - Eclairage

14. Disposer d'éclairage de sécurité permettant de rejoindre facilement une issue
15. Réaliser les installations électriques conformément aux normes française homologuées
16. Identifier à l'aide de pictogrammes l'ensemble des coupures d'urgence des énergies (électricité, gaz, fioul...)

Risques particuliers

17. Interdire le stockage de matériaux facilement inflammables, d'aérosols ou des produits toxiques, qui aurait pour conséquence d'augmenter le potentiel hydraulique en cas de sinistre, ou qui nécessiterait la création de rétention déportées pour les eaux d'extinction.

Pour le stockage de pneumatiques, il conviendra de disposer d'un débit d'extinction automatique de 91 l/min/m² sur 12 têtes maxi activées, pour une surface impliquée de l'ordre de 120 m² (têtes de diamètre K25 fonctionnant sous une pression de 5,2 bars à 12 mètres).

Pour un système d'extinction automatique classique avec un plus faible débit, il conviendra d'ajouter un agent mouillant.

De plus, le stockage de pneumatiques devra être réalisé de manière à permettre une action efficace de l'extinction automatique.

Moyens de secours

18. Implanter des extincteurs en nombre et qualité appropriés aux risques à défendre.
19. Installer une alarme sonore audible en tout point d'un bâtiment de stockage pendant le temps nécessaire à l'évacuation, avec une autonomie minimale de 5 minutes. (Ce bâtiment de stockage étant soumis à la rubrique 1510 des installations classées, il devra être équipé d'une installation de détection automatique d'incendie).
20. Installer des déclencheurs manuels d'alarme en complément de la détection automatique d'incendie.
21. Implanter les robinets d'incendie armés prévus de façon à ce que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte par le jet de deux lances.
22. Faire vérifier annuellement l'ensemble des moyens de secours, poteaux incendie privés, RIA, extincteurs, asservissement des portes coupe-feu, détection automatique d'incendie, désenfumage. Le système d'extinction automatique sera vérifié et entretenu conformément aux normes en vigueur.
23. Prévoir des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours aux bâtiments (déverrouillage des accès par le personnel ou une société de surveillance dans un délai compatible avec l'arrivée des secours sur les lieux).

Des consignes devront préciser la conduite à tenir en cas de déclenchement de la détection automatique d'incendie (ou de déclenchement de l'extinction automatique à eau afin de permettre une levée de doute rapide).

24. Afficher à proximité des téléphones à postes fixes dans l'ensemble de l'établissement les consignes permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112). Ces consignes devront préciser clairement le nom de l'entreprise, l'adresse et le motif pour lequel une intervention est demandée.
25. Etablir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie. Ces consignes seront diffusées à tous les membres du personnel, les afficher à l'intérieur des bâtiments. Elles devront préciser le ou les points de ralliement du personnel.
26. Transmettre au SDIS avant la mise en service, les documents nécessaires à la réalisation du plan d'intervention à l'usage des sapeurs-pompiers (plan d'établissement répertorié), sous format A3 ou sur support numérisé :
 - Plan de situation
 - Plan masse
 - Plan de chacune des cellules avec indication des cantons de désenfumage, des emplacements des commandes de désenfumage, implantation des coupures en énergie.

Il conviendra d'utiliser la symbolique graphique du SDIS pour les renseignements à caractère opérationnel.

27. Afficher dans l'ensemble de l'établissement des consignes faisant apparaître très lisiblement le numéro "18" pour appeler le service d'incendie et de secours.
28. Respecter toutes les autres dispositions prévues par le dossier de demande d'autorisation.

II.3.B. S.I.D.P.C

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile a indiqué qu'il convient de préciser que le bâtiment de la zone d'aménagement concerté de Mer se situe dans le plan particulier d'intervention de 10 km du centre nucléaire de production d'électricité de SAINT LAURENT DES EAUX et à 500 mètres de l'autoroute A10. Le trafic des poids lourds occasionnés (200 rotations par jour) sera un élément à prendre en compte en terme d'accroissement des risques sur le réseau routier secondaire et autoroutier. En outre, l'exploitant a obligation de réaliser son plan d'opération interne (POI) qui permettra ainsi d'apporter une réponse au risque majeur d'incendie

des produits combustibles stockés et de prendre en compte les établissements à risques situés à proximité du site (silos de la coopérative LIGEA localisé à plus de 400 mètres).

L'appréciation de la nature et de l'intensité des risques encourus tient compte des équipements et dispositifs tant préventifs que curatifs, de contrôle, de maîtrise des déchets et d'intervention, des installations de confinement et des mesures d'aménagement envisagées.

Le SIDPC a émis un avis favorable au vu du dossier présenté et sous réserve des mesures de sécurité préconisées.

II.3.C. D.D.A.S.S

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, a émis un avis favorable tout en faisant part de l'observation suivante : l'échéancier du raccordement de la voie ferrée au site devra être précisé.

II.3.D. D.I.R.E.N.

La Direction Régionale de l'Environnement a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

Du point de vue paysage :

La ZAC des portes de Chambord se situe en bordure de l'autoroute A10 et de l'échangeur de mer qui la dessert et constitue l'un des points d'entrée vers le Val de loir et au delà l'un des accès au domaine de Chambord.

Si le projet s'engage à respecter le cahier des charges paysager de la ZAC et bien qu'il soit localisé à l'extérieur du périmètre UNESCO patrimoine mondial, le dossier aurait dû mentionner la proximité de ce périmètre qui incite à une attention paysagère particulière pour l'intégration de tout projet, tant en vue de la préservation du patrimoine que de sa mise en valeur.

Sur le volet eau :

En ce qui concerne les clauses de l'autorisation au titre de l'article 1331-10 du codes de la santé publique, il est souhaitable que l'ICPE et la collectivité propriétaire du réseau d'eaux usées veillent à se conformer aux dispositions qui résulteront de l'application :

- Du décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme nationale d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
- De la version consolidée du 7 mai 2007 de l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application de ce décret
- De l'arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.

En particulier en ce qui concerne la prévention de la pollution par ces substances.

La circulaire du 7 mai 2007, Direction de l'eau /DPPR, qui définit les normes de qualité environnementale provisoire de 41 substances, donne des bases techniques qui, en l'état actuel de la réglementation, ne sont pas de nature réglementaire, mais permettent à l'ICPE et à la collectivité propriétaire du réseau d'eaux usées de réfléchir conjointement aux clauses de l'autorisation au titre de l'article L1331-10 du code de la santé publique.

II.4. Réponses apportées par l'industriel

L'exploitant a répondu, le 19 mai 2008 aux remarques des services concernés.

Les réponses sont les suivantes :

II.4.A. Réponse à l'avis du S.D.I.S.

Les observations et recommandations du SDIS seront suivies.

Concernant les risques particuliers et les rétentions et besoins hydrauliques en cas de stockage de produits facilement inflammables et toxiques, il est à noter que la demande d'autorisation n'a pas été faite pour ce type de produit.

II.4.B. Réponse à l'avis du SIDPC

Nous réaliserons un POI avant le démarrage de l'exploitation. Il sera alors mentionné que le site se trouve dans le rayon du PPI de la centrale nucléaire de St Laurent des Eaux.

La présence de l'autoroute à 500 m est mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation, notamment dans l'étude de dangers au chapitre « Voie de communication et de transport ».

L'augmentation de la circulation a été prise en compte dans le cadre de l'aménagement global de la ZAC. Ceci est développé dans l'étude d'impact « Impact sur la santé publique ».

Les risques liés aux proximités ont été pris en compte dans l'étude des dangers au chapitre « Proximités dangereuses ».

II.4.C. Réponse à l'avis de la D.D.A.S.S

L'échéancier de raccordement de la voie ferrée au site correspondra à la mise en exploitation du site. Il est rappelé que l'aménageur doit d'abord terminer ses propres travaux de raccordement. Ce n'est qu'après réalisation de la voie centrale que le raccordement privé de l'lot 2 A sera possible. Nous estimons une mise en route possible au 1^{er} septembre 2009.

II.4.D. Réponse à l'avis de la DIREN

La commune de MER entre effectivement dans le périmètre du patrimoine de l'UNESCO. Le site se trouve dans la zone tampon du périmètre. Les activités de stockage ne présentent cependant pas de risque particulier pour ce patrimoine.

L'autorisation de raccordement au réseau public d'eaux usées sera demandée conformément à l'article L1331-10 du code de la santé publique.

III. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

III.1. Eau

III.1.A. Prélèvement et consommation

L'établissement sera alimenté en eau par le réseau d'adduction d'eau potable de la ZAC. Le raccordement sera muni d'un disconnecteur.

La consommation d'eau annuelle a été estimée entre 1500 et 2000 m³.

- Alimentation en eau potable et usages sanitaires
- Nettoyage des sols
- Arrosage des espaces verts en période sèche

III.1.B. Rejets d'eaux

a) Eaux sanitaires

Le site est raccordé à un réseau d'assainissement communal pour les eaux usées. L'évaluation de la charge polluante envoyée à la STEP de MER est estimée à 30 Eqh, la charge nominale de la STEP étant de 8100 Eqh.

b) Eaux pluviales

L'étude d'assainissement des eaux pluviales réalisée par la société SAUNIER TECHNA fait apparaître que l'îlot 2A sur lequel sera implanté le projet est intégré au versant "Centre chapelet". La surface de l'îlot 2A est de 15,58 ha et celle du bassin de 38,15 ha. Le débit de pointe calculé lors de l'étude de la ZAC fait état d'un débit de 5,4 m³/s pour l'ensemble de la zone "Centre chapelet", pour un événement de période de retour décennale. Les eaux pluviales du lot 2A représentent un débit décennal égal à 2,2 m³/s.

Les eaux de ruissellement du lot 2A seront évacuées au niveau du rond point de la future voie Est. Le réseau sera raccordé au réseau pluvial de la ZAC. Les eaux de ruissellement seront ensuite dirigées vers un bassin de rétention et d'infiltration enherbé d'un volume de 11800 m³ pour le bassin versant "Centre chapelet". Le débit d'infiltration atteint 42 l/s et le débit de surverse est limité à 5 l/s.

Les eaux pluviales de parking et des aires de circulation dont la surface est de 24000 m² transiteront par deux séparateurs d'hydrocarbures (unités de 70 l/s) avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration. Les eaux pluviales de toitures rejoindront directement le bassin.

Enfin, concernant l'impact hydraulique, l'étude des temps de concentrations et de la propagation des eaux pluviales vers la Tronne (étude SAUNIER TECHNA), en tenant compte de l'effets tampon des bassins de la ZAC met en évidence que l'aménagement participera pour 3% au débit de pointe pour une pluie de période décennale et de durée trois heures.

Pour une pluie moins longue et plus pénalisante par rapport aux sections critiques du cours d'eau (pluie de 67 mn), l'impact hydraulique de l'aménagement sur le débit de pointe est nul.

c) Rejets industriels

Il n'y a aucun rejet industriel sur le site.

III.2. Air

L'activité de l'entrepôt ne sera pas génératrice de rejets gazeux spécifiques. Les deux sources identifiées sont :

- Les chaufferies au gaz naturel en rejet canalisé
- Les émissions diffuses des engins et véhicules

Pour les chaufferies fonctionnant au gaz naturel et les 200 poids lourds parcourant un maximum de 5 km tous les jours ouvrés, les émissions gazeuses associées sont estimées à 4460 tonnes de CO₂ et 13 tonnes de NO_x par an.

III.3. Bruit

Des mesures de l'ambiance sonore ont été réalisées par SOCOTEC en juin 2002 et actualisées dans le cadre d'une campagne de mesure réalisée sur les îlots 2A et 2B.

Le bruit ambiant mesuré provient essentiellement de la circulation sur les axes routiers en bordure de la ZAC (A10, N152...)

La zone à émergence réglementée (ZER) la plus proche est la ferme du Buray qui se trouve à environ 500 m de la nouvelle voie est qui sera empruntée par les poids lourds desservant le site.

.../...

La conclusion de l'étude présentée dans le dossier montre que le bruit engendré par le flux de poids lourds sera sans effet audible sur le niveau sonore existant au niveau de la ZER.

Le projet d'arrêté préfectoral impose une campagne de mesures des émissions sonores tous les 5 ans dont une dans un délai maximum de 6 mois après la mise en service de l'entrepôt.

III.4. Déchets

Les quantités annuelles estimées des principaux déchets produits et leur mode de gestion sont décrits dans le tableau suivant :

Déchet	Quantité générée (tonnes)	Mode de gestion
Boues de séparateur d'hydrocarbures	Selon pluviosité : 50 m ³ estimé.	Société de curage agréée pour traitement
Huiles de vidange des chariots	1200 litres	Société agréée pour recyclage
Emballages en papier/carton	400 tonnes	Recyclage
Emballages bois	50 tonnes de palettes	Recyclage
Emballages en mélange	300 tonnes	Société agréée pour traitement
Déchets divers de bureaux	10	Société agréée pour traitement

Les déchets seront stockés dans des bennes ou compacteurs spécifiques disposés à quai.

III.5. Trafic

En matière de trafic engendré par l'installation, le nombre de rotations de camions est d'environ 200 par jour en moyenne sur un horaire continu, en fonctionnement diurne.

L'étude de trafic réalisée par le bureau GAUDRIOT prévoit un trafic de 30 poids lourds par hectare bâti soit 210 camions pour l'ilot 2A. La création de la déviation de la RD n° 15 et l'implantation modifiera significativement les trafics moyens journaliers de la RD n° 15 et de la RD n° 205.

Les camions qui rejoindront le site emprunteront pour plus de 80% d'entre eux uniquement la liaison autoroute-péage-RD15. Une minorité venant ou rejoignant la nationale 152 empruntera la RD 205.

La rotation de 210 poids lourds par jour liée à l'activité de l'entrepôt a bien été anticipée par les infrastructures qui vont être développées, ce qui limitera les risques d'accident de la circulation.

III.6. Effets sur la santé

L'étude d'impact qui traite des effets sur la santé montre que les populations ne sont pas exposées à des risques particuliers induits par les activités de la société GENERALE DE LOGISTIQUE.

III.7. Risques

L'analyse détaillée des risques a permis de retenir le scénario d'un incendie d'une cellule de stockage de 5184 m² comme scénario d'accident majeur.

Le scénario le plus pénalisant, à savoir un incendie d'une cellule contenant 100% de matières plastiques, montre que les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété avec notamment la mise en place d'un écran thermique sur la façade Nord Ouest et sur la façade Sud est de l'entrepôt. En complément, un merlon de 100 m de longueur, 6 m de largeur et 1,5 m de hauteur bordera la RD 15 au Nord Ouest du site.

La mise en place des écrans thermiques et du merlon est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral objet du présent rapport.

En matière de toxicité et d'opacité des fumées suite à un incendie, une étude de dispersion des fumées a été finalisée, consécutive à un incendie d'une cellule de stockage de polymères. Il ressort de cette étude que le seuil des effets létaux n'est pas atteint et que le seuil des effets irréversibles n'est pas atteint pour une exposition de 60 minutes. Concernant l'opacité des fumées, la visibilité au sol ne serait pas impactée.

En matière de gestion des eaux incendie, le volume maximal d'eau à collecter suite à un incendie, calculé dans le dossier, est de 1062 m³. Les quais de chargement/déchargement seront aménagés de manière à permettre la rétention des eaux d'incendie sur une hauteur moyenne de 10 cm sur toute la longueur des bâtiments et sur une largeur de 30 m. Le volume de rétention disponible sera alors de 1584 m³. Une vanne obturatrice à commande électrique et manuelle sera installée sur le réseau EP afin de permettre la retenue des eaux d'extinction en cas d'incendie.

En matières d'hydrants, le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un sinistre a été estimé à 600 m³ pour une durée de 2 heures.

Ce débit sera assuré par :

- deux réserves d'eau incendie (bassins) de volume individuel de 500 m³. Ces réserves seront dotées d'une ligne d'aspiration fixe.
- huit poteaux incendie de 60 m³/h, trois pouvant fonctionner simultanément à un débit de 180m³/h.

En matière de prévention contre la malveillance, le site sera entièrement clôturé et sera surveillé par un gardien le soir et le week-end 24h/24h. Des rondes de surveillance régulières seront effectuées.

En matière de comportement au feu des bâtiments :

- le mur de recoupement entre les bâtiments A1 et A2 sera REI 240 (coupe feu 4 heures).
- les murs de séparation des cellules seront REI 120.
- les locaux techniques (TGBT, chaufferies, ateliers de charge, locaux sprinkler) et les bureaux sont séparées des cellules de stockage et entre eux par des murs REI 120.
- des écrans thermiques EI 120 seront installés sur les façades Nord Ouest et Sud Est. Les autres murs extérieurs seront en bardage double peau.

En matière de désenfumage. La surface utile de désenfumage de l'entrepôt sera égale à 2%. Les exutoires de fumée seront à commande automatique et manuelle et les commandes manuelles seront disposées à proximité des issues de secours.

En matière d'extinction automatique d'incendie, l'ensemble du bâtiment principal sera doté d'un sprinkler de type ESFR.

Le site disposera d'une réserve d'eau de 450 m³ pour chaque bâtiment A1 et A2 équipée de son groupe moto pompe. Les cuves sprinkler seront équipées de raccord DN 100 MM afin de servir de réserves d'eau supplémentaires.

En matière de moyens de lutte interne, un panel d'extincteurs de différentes classes est réparti sur l'ensemble du site ainsi que des RIA.

En matière de prévention du risque foudre, les installations seront protégées contre les effets directs de la foudre.

IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, les conseils municipaux des communes concernées et les chefs de services consultés au cours de la procédure ont émis des avis favorables ou n'ont pas émis d'avis.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impacts et de dangers importants ou non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

V. CONCLUSION ET PROPOSITION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société GENERALE DE LOGISTIQUE pour le LOT 2A sur le territoire de la commune de MER, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement. L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur par intérim et par délégation

Le chef de groupe de subdivisions du Loir-et-Cher



Par intérim

